



N°91/2019/CTE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Date de convocation 29/11/2019
Date d'affichage 29/11/2019
Date de séance 03/12/2019

L'an deux mille dix-neuf, le trois du mois de décembre à 17 heures.

Le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie de TARAVAO en séance publique sous la présidence de Monsieur JAMET Anthony, le Maire.

Etaient présents :

Nombre de conseillers		Nom – Prénom	Présent	Absent	Procuration	VOTE		ABSTENTION
						POUR	CONTRE	
En exercice	33	JAMET Anthony, Maire	X			X		
Présents	14	VIVISH Titaua, 1 ^{er} Adjoint	X			X		
Procuration	04	LEHARTEL Moana, 2 ^{ème} Adjoint	X			X		
Absents	19	PAEPAETAATA Naura, 3 ^{ème} Adjoint	X			X		
Votants	18	DUFOUR Robert, 4 ^{ème} Adjoint	X			X		
Pour	18	ATANI Hérold, 5 ^{ème} Adjoint		X				
Contre	00	SUHAS Mata, 6 ^{ème} Adjoint	X			X		
Abstention	00	FANAURA Saindy, 7 ^{ème} Adjoint		X	TOTELE Sulia	X		
Délibération N° 91/2019/CTE Approuvant le projet d'avenant au Contrat de redynamisation des sites de défense <i>Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie dans les délais légaux</i>		RUA Claude, 8 ^{ème} Adjoint		X	Titaua VIVISH	X		
		TEURU Séverine, 9 ^{ème} Adjoint		X				
		LENOIR Patricia, Maire Délégué de TAUTIRA	X			X		
		TERAITETIA Annabella, Maire Délégué de PUEU	X			X		
		MANA Vaea, Maire Délégué de FAAONE		X				
		GANIVET Antoine, Conseiller Municipal		X				
		MAAMAATUAIAHUTAPU Keitapu, Conseiller municipal		X				
		TOTELE Sulia, Conseillère municipale	X			X		
		MANA Faarahia, Conseiller Municipal	X			X		
		BUTSCHER Hereiti, Conseillère municipale	X			X		
		LUCAS Béatrice, Conseillère municipale		X				
		CHUNG SAO Willy, Conseiller Municipal		X				
		PAHEROO Marcelle, Conseillère municipale		X				
		NUUPURE Juliette, Conseillère municipale		X				
		PATER Marcel, Conseiller Municipal		X	Anthony JAMET	X		
		NUUPURE Voltaire, Conseiller Municipal		X				
		MARERE Teipotemarama, Conseillère municipale		X	TETUANUI Eugène	X		
		FARAHEI Vane, Conseiller Municipal		X				
		HAPAIRAI Frédéric, Conseiller Municipal		X				
		TETUANUI Eugène, Conseiller Municipal	X			X		
		TIHONI Nélia, Conseillère municipale		X				
		FAUA Ariitea, Conseiller Municipal	X			X		
		TEFAAFANA Théodore, Conseiller Municipal		X				
		TAHITO Virginie, Conseillère municipale		X				
		METUA Pierrot, Conseiller Municipal	X			X		

Formant la majorité des membres en exercice.



RAPPORT DE PRESENTATION
N° 91/2019/CTE

OBJET : Approuvant le projet d'avenant au Contrat de redynamisation des sites de défense

La réforme des forces armées opérée en Polynésie française s'est traduite par la mise en place du contrat de redynamisation des sites de la Défense (CRSD), signé à Papeete, le 22 février 2016, pour une durée de validité de quatre années.

Bâti sur la base de 4 axes stratégiques, le CRSD comprend 42 actions, parmi lesquelles, à ce jour, on en dénombre 5 comme étant achevées et 14 en cours.

Le montant des financements de l'Etat et de la Polynésie française engagés sur l'ensemble des opérations programmées, y compris celles décidées par le comité de pilotage réuni le 24 octobre 2019, s'élève à 428.824.217 de francs CFP et un taux d'engagement à hauteur de près de 36 % de leurs participations prévues audit contrat.

Les communes bénéficiaires de ce CRSD ont, dès 2016, toutes sollicité les enveloppes prévues pour leurs premières études, matérialisant ainsi le lancement effectif dudit contrat.

On constate cependant qu'au regard des enjeux de développement économique, urbanistique ou d'aménagement, de la complexité même de certains projets et des préalables, financiers et techniques, touchant notamment à la dépollution de certains des sites concernés, un délai important et légitime de réflexion, d'études préalables ou de mise en œuvre s'est trouvé être nécessaire. Par ailleurs, certaines communes ont dû adapter leurs capacités opérationnelles à la dimension des projets envisagés. Enfin, des échéances fixées au contrat pour obtenir la rétrocession effective de certains sites militaires ont été retardées. Aujourd'hui, les travaux sont, pour la plupart, prêts à démarrer.

Cet avenant, sollicité par le comité de pilotage, réuni le 24 octobre 2019, a donc pour finalité essentielle de prolonger le délai de validité du CRSD afin de conforter les efforts consentis par les communes ces dernières années et de garantir, au travers d'un renforcement du rythme et du niveau de consommation des enveloppes financières dédiées, une meilleure chance de concrétisation des projets élaborés.

CONTENU DU PROJET D'AVENANT

Article 1er.- Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier certaines dispositions du CRSD de la Polynésie française, sur les points suivants:

- La composition du comité de pilotage;
- L'allongement de deux ans de sa durée de validité;
- La redéfinition de certaines actions et / ou le redéploiement des moyens financiers disponibles entre certaines actions, pour répondre aux besoins et aux demandes exprimées par des communes.

La modification de la composition du comité de pilotage constitue une mesure de cohérence entre les politiques publiques d'aménagement et d'urbanisme du territoire et les projets d'envergure portés, dans ces domaines, dans le cadre du contrat. Ainsi, la liste des membres du comité de pilotage,

au titre de la Polynésie française, est élargie au ministre en charge de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

L'allongement de la durée de validité du CRSD vise à faciliter l'aboutissement des projets de reconversion des anciens sites militaires et à tendre à gommer l'impact négatif, pour les territoires concernés, de la restructuration des forces de souveraineté.

La modification des fiches actions des communes de Papeete, de Pirae et de Faa'a permet d'actualiser les projets pour tenir compte des contraintes rencontrées dans leur mise en œuvre.

Article 2.- Composition du comité de pilotage

Au 6.1.1 du CRSD de la Polynésie française, au paragraphe intitulé *«Au titre de la Polynésie française»*, il est ajouté un dernier alinéa ainsi rédigé :

« Le Ministre en charge de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, ou son représentant. ».

Article 3.- Durée du contrat

Le 6.3 du CRSD de la Polynésie française est ainsi rédigé:

« Le contrat vient à échéance le 21 février 2022 ».

Article 4.- Calendrier prévisionnel de rétrocession des sites

Le calendrier prévisionnel de cession des emprises militaires libérées constituant l'annexe 1 du contrat initial, est remplacé par la version actualisée jointe en annexe 2 du présent avenant.

Article 5. – Tableau de financement prévisionnel par axe

Le tableau de financement prévisionnel par axe constituant l'annexe 3 du contrat initial, est remplacé par la version actualisée jointe en annexe 3 du présent avenant.

Article 6.- Fiches actions

Les fiches actions intéressant les communes de Papeete, Pirae et Faa'a, constituant l'annexe2 du contrat initial sont remplacées par celles jointes en annexe 4 du présent avenant.

Article 7.- Dispositions finales

Les autres dispositions du CRSD de la Polynésie française, signé à Papeete le 22 février 2016, demeurent inchangées.

Tel est le projet de délibération qui vous est soumis pour approbation.



- DELIBERATION N° 91/2019/CTE du 03/12/2019-

Projet de délibération autorisant le maire ou son représentant à signer le projet d'avenant au contrat de redynamisation des sites de défense en Polynésie française

**- LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE TAIARAPU EST -
Ayant été régulièrement convoqué et le quorum ayant été atteint ;
Sous la présidence du maire de la commune ;**

- Vu la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n°2004-193 du 27 février 2004, complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
 - Vu le code général des collectivités territoriales applicable en Polynésie française ;
 - Vu le Livre Blanc sur la Défense et la Sécurité Nationale publié le 17 juin 2008 ;
 - Vu l'article 39 de la loi n°2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 ;
 - Vu la loi du Pays n° 2016-10 du 4 avril 2016 autorisant diverses communes à intervenir dans certaines matières relevant des compétences de la Polynésie française pour la mise en œuvre d'un Contrat de Redynamisation des Sites de Défense (CRSD) – adoptée par l'assemblée de Polynésie française le 16 février 2016 ;
 - Vu le contrat de redynamisation des sites de défense en Polynésie française signé le 22 février 2016, notamment ses articles 6.3 et 6.6 portant respectivement sur la durée et la modification du contrat ;
 - Vu le compte rendu du comité de pilotage du 24 octobre 2019 approuvant le projet d'avenant n° 1 du contrat de redynamisation des sites de défense en Polynésie française ;
 - Vu le courrier État/Pays du 25 novembre 2019 adressé aux communes signataires du contrat de redynamisation des sites de défense en Polynésie française ;
 - Vu le projet d'avenant au contrat de redynamisation des sites de défense en Polynésie française ;
- Où les explications fournies par Monsieur le maire ;

Article 1^{er} : Est approuvé le projet d'avenant au contrat de redynamisation des sites de défense en Polynésie française.

Article 2 : Le maire, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant au contrat de redynamisation des sites de défense en Polynésie française, et, le cas échéant, la version finale qui sera validée en février 2020 par le Premier Ministre.

Article 3 : Le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par la voie du recours formée contre la présente décision, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4 : La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit. Elle est transmise au Chef de la Subdivision administrative des Îles du Vent.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Pour copie conforme au registre des délibérations.



Le Maire,

Anthony JAMET

Le maire de la commune de Taiarapu-Est, certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de l'acte transmis au Haut-commissaire de la République en Polynésie française le 06 DEC. 2019

Projet de délibération autorisant le maire ou son représentant à signer le projet d'avenant au contrat de redynamisation des sites de défense en Polynésie française

Vu :

La loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n°2004-193 du 27 février 2004, complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Le code général des collectivités territoriales applicable en Polynésie française ;

Le Livre Blanc sur la Défense et la Sécurité Nationale publié le 17 juin 2008 ;

L'article 39 de la loi n°2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015 ;

La loi du Pays n° 2016-10 du 4 avril 2016 autorisant diverses communes à intervenir dans certaines matières relevant des compétences de la Polynésie française pour la mise en œuvre d'un Contrat de Redynamisation des Sites de Défense (CRSD) – adoptée par l'assemblée de Polynésie française le 16 février 2016 ;

Le contrat de redynamisation des sites de défense en Polynésie française signé le 22 février 2016, notamment ses articles 6.3 et 6.6 portant respectivement sur la durée et la modification du contrat ;

Le compte rendu du comité de pilotage du 24 octobre 2019 approuvant le projet d'avenant n° 1 du contrat de redynamisation des sites de défense en Polynésie française ;

Le courrier État/Pays du adressé aux communes signataires du contrat de redynamisation des sites de défense en Polynésie française ;

Le projet d'avenant au contrat de redynamisation des sites de défense en Polynésie française ;

Le rapport de présentation (*alternative : « Oui les explications fournies par Monsieur Xxxx Yyyyyy, maire »*) ;

Article 1^{er} : Est approuvé le projet d'avenant au contrat de redynamisation des sites de défense en Polynésie française.

Article 2 : Le maire, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant au contrat de redynamisation des sites de défense en Polynésie française, et, le cas échéant, la version finale qui sera validée en février 2020 par le Premier Ministre.

Article 3 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**CONTRAT DE REDYNAMISATION DES SITES
DE DÉFENSE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE
AVENANT N°1**

I. LES SIGNATAIRES

Le présent Contrat de Redynamisation du Site de Défense (C.R.S.D) de Polynésie française est conclu entre :

L'Etat, représenté par le Haut-commissaire de la République en Polynésie française

La Polynésie française, représentée par le Président du Pays

La Commune de Arue, représentée par son Maire ou son représentant

La Commune de Faaa, représentée par son Maire ou son représentant

La Commune de Mahina, représentée par son Maire ou son représentant

La Commune de Papeete, représentée par son Maire ou son représentant

La Commune de Pirae, représentée par son Maire ou son représentant

La Commune de Taiarapu Est, représentée par son Maire ou son représentant

La délibération de la commune de FAA'A n° 560/2016 du 19 janvier 2016 approuvant le projet de contrat de redynamisation des sites de défense et autorisant le maire à le signer ;

La délibération de la commune de MAHINA n° 002/2016 du 19 janvier 2016 approuvant le projet de contrat de redynamisation des sites de défense et autorisant le maire à le signer ;

La délibération de la commune de PAPEETE n° 2016-05 du 20 janvier 2016 approuvant le projet de contrat de redynamisation des sites de défense et autorisant le maire à le signer ;

La délibération de la commune de PIRAE n° 001/2016 du 14 janvier 2016 approuvant le projet de contrat de redynamisation des sites de défense et autorisant le septième adjoint au maire à le signer ;

La délibération de la commune de TAIARAPU EST n° 08/2016/CTE du 20 janvier 2016 approuvant le projet de contrat de redynamisation des sites de défense et autorisant le maire à le signer ;

L'accord du Premier ministre du 11 février 2016 sur le projet de contrat de redynamisation des sites de défense initial ;

*

Le contrat de redynamisation des sites de défense en Polynésie française signé le 22 février 2016, notamment ses articles 6.3 et 6.6 portant respectivement sur la durée et la modification du contrat.

Le compte rendu du comité de pilotage du 24 octobre 2019 approuvant le projet d'avenant n° 1 du contrat de redynamisation des sites de défense en Polynésie française.

L'arrêté n° xxxxxx / CM du 2019 portant approbation par le conseil des ministres du projet d'avenant n° 1 du contrat de redynamisation des sites de défense en Polynésie française.

La délibération de la commune de ARUE n° du approuvant le projet d'avenant n°1 au contrat initial de redynamisation des sites de défense et autorisant le maire ou son représentant à le signer.

La délibération de la commune de FAA'A n° du approuvant le projet d'avenant n°1 au contrat initial de redynamisation des sites de défense et autorisant le maire ou son représentant à le signer.

La délibération de la commune de MAHINA n° du approuvant le projet d'avenant n°1 au contrat initial de redynamisation des sites de défense et autorisant le maire ou son représentant à le signer.

La délibération de la commune de PAPEETE n° du approuvant le projet d'avenant n°1 au contrat initial de redynamisation des sites de défense et autorisant le maire ou son représentant à le signer.

La délibération de la commune de PIRAE n° du approuvant le projet d'avenant n°1 au contrat initial de redynamisation des sites de défense et autorisant le maire ou son représentant à le signer.

III. L'AVENANT

ÉTANT PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

La réforme des forces armées opérée en Polynésie française s'est traduite par la mise en place d'un contrat de redynamisation des sites de la Défense (CRSD), signé à Papeete, le 22 février 2016, pour une durée de validité de quatre années.

Bâti sur la base de 4 axes stratégiques, le CRSD comprend 42 actions, parmi lesquelles, à ce jour, on en dénombre 5 comme étant achevées et 14 en cours.

Le montant des financements de l'Etat et de la Polynésie française engagés sur l'ensemble des opérations programmées, y compris celles décidées par le comité de pilotage réuni le 24 octobre 2019, s'élève à 428.824.217 de francs CFP soit 3.593.547 euros et un taux d'engagement à hauteur de près de 36 % de leurs participations prévues audit contrat.

L'état détaillé à cette date de l'exécution opérationnelle et financière des actions est joint en annexe 1.

Les communes bénéficiaires de ce CRSD ont, dès 2016, toutes sollicité les enveloppes prévues pour leurs premières études, matérialisant ainsi le lancement effectif dudit contrat.

On constate cependant qu'au regard des enjeux de développement économique, urbanistique ou d'aménagement, de la complexité même de certains projets et des préalables, financiers et techniques, touchant notamment à la dépollution de certains des sites concernés, un délai important et légitime de réflexion, d'études préalables ou de mise en œuvre s'est trouvé être nécessaire. Par ailleurs, certaines communes ont dû adapter leurs capacités opérationnelles à la dimension des projets envisagés. Enfin, des échéances fixées au contrat pour obtenir la rétrocession effective de certains sites militaires ont été retardées. Aujourd'hui, les travaux sont, pour la plupart, prêts à démarrer.

Cet avenant, sollicité par le comité de pilotage, réuni le 24 octobre 2019, a donc pour finalité essentielle de prolonger le délai de validité du CRSD afin de conforter les efforts consentis par les communes ces dernières années et de garantir, au travers d'un renforcement du rythme et du niveau de consommation des enveloppes financières dédiées, une meilleure chance de concrétisation des projets élaborés.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1^{er}. - Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier certaines dispositions du CRSD de la Polynésie française, sur les points suivants :

- La composition du comité de pilotage ;
- L'allongement de deux ans de sa durée de validité ;
- La redéfinition de certaines actions et / ou le redéploiement des moyens financiers disponibles entre certaines actions, pour répondre aux besoins et aux demandes exprimées par des communes.

La modification de la composition du comité de pilotage constitue une mesure de cohérence entre les politiques publiques d'aménagement et d'urbanisme du territoire et les projets d'envergure portés, dans ces domaines, dans le cadre du contrat. Ainsi, la liste des membres du

IV. LES SIGNATAIRES DU CONTRAT

Fait à Papeete,

Le

Pour l'Etat

Pour la Polynésie française

Pour la commune de ARUE

Pour la commune de FAA'A

Pour la commune de MAHINA

Pour la commune de PIRAE

Pour la commune de PAPEETE

Pour la commune de TAIARAPU EST

Annexe 1 : État détaillé de l'exécution opérationnelle et financière des actions

Annexe 3 : Tableau de financement prévisionnel par axe actualisé

Annexe 5 : Délibérations des conseils municipaux

ANNEXE 3 : TABLEAU DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PAR AXE

Programmation des opérations constitutives du futur CRSD de Polynésie française													
Montants	Montant total TTC	Montant HT	Etat (CRSD)	% HT	PF (CRSD)	% HT	Commune	% HT	Autres financements publics (DETR)	% HT	Financement Hors CRSD (public ou privé)	% HT	
		FRED		FEI									
AXE 1 : création de zones d'activités économiques													
TOTAL AXE 1 (€) :	8 042 000	7 116 814	1 659 185	152 768	25%	2 183 250	31%	1 037 735	15%	155 735	2%	1 928 142	27%
AXE 2 : requalification de zones et aménagements urbains													
TOTAL AXE 2 (€) :	16 851 188	14 912 555	900 274	1 663 183	17,19 %	1 170 234	7,85 %	2 198 174	14,74 %			8 980 690	60,22 %
AXE 3 : création de zones d'activités touristiques et de loisirs													
TOTAL AXE 3 (€) :	1 625 720	1 438 690	605 140	177 982	54%	367 830	26%	287 738	20%				
AXE 4 : création d'infrastructures publiques participant au développement économique													
TOTAL AXE 4 (€) :	2 100 838	1 859 149	835 836	5 933	45,28 %	467 761	25,16 %	549 619	29,56 %				
TOTAL (€)	28 619 746	25 327 208	4 000 435	1 999 866	23,69 %	4 189 075	16,54 %	4 073 266	16,08 %	155 735	0,61 %	10 909 832	43,08 %
TOTAL (millions XPF)	3 415,2	3 022,3	477,3	238,6	23,69 %	499,9	16,54 %	486,1	16,08 %	18,6	0,61 %	1 301,9	43,08 %

Action 4.7 : Action annulée fusionnée avec la 4.10

Action 4.8 : réalisation d'un équipement de loisirs (2020)

Action 4.9 : élaboration d'un « contrat de rade » (2019)

Action 4.10 : Etude de déconstruction des bâtiments, dépollution des sols, programmation, rédaction de concours

Action 4.11 : Opération de déconstruction, dépollution des bâtiments **et aménagement** ou de réalisation d'un équipement sur les emprises libérées (y compris études techniques complémentaires nécessaires à la préparation des phases de travaux) (2020)

Action 4.12 : Action annulée et fusionnée avec la 4.11

Action 4.13 : étude d'aménagement d'un équipement (2019)

Action 4.14 : Action annulée et fusionnée avec la 4.11

Plan de financement indicatif : action 4.1 : Montant total : 44 496€ HT + 13% TVA soit 50 280 € TTC

Principaux postes de dépenses	Montant HT (€)	Ressources	Montant HT (€)	% HT
Mise en place d'une instance de pilotage de la requalification du secteur industrio portuaire		Réalisation en régie	44 496	100%
TOTAL F.A 4.1	44 496	TOTAL	44 496	100%
		+ TVA (autofinancement)	5 784	13%

Plan de financement indicatif : action 4.2 : Montant total : 51 912€ HT + 13% TVA soit 58 661 € TTC

Etude urbaine du secteur industrio portuaire		Etat CRSD (FEI)	41 530	80%
		autofinancement	10 382	20%
TOTAL F.A 4.2	51 912	TOTAL	51 912	100%
		+ TVA (autofinancement)	6 749	13%

Plan de financement indicatif : action 4.3 : Montant total : 37 080€ HT + 13% TVA soit 41 900 € TTC

Etude des activités économiques du secteur industrio portuaire (porteur de projet : commune de Papeete ou CCISM, à confirmer)		Etat CRSD (FEI)	29 664	80%
		autofinancement	7 416	20%
TOTAL F.A 4.3	37 080	TOTAL	37 080	100%
		+ TVA (autofinancement)	4 820	13%

**Plan de financement indicatif : action 4.4 : Montant total : 51 912€ HT + 13% TVA soit 58 661 € TTC
(Modification du titre de l'action)**

Elaboration d'un plan d'aménagement des espaces publics		Etat CRSD (FEI)	41 530	80%
		autofinancement	10 382	20%
TOTAL F.A 4.4	51 912	TOTAL	51 912	100%
		+ TVA (autofinancement)	6 749	13%

Plan de financement indicatif : action 4.5 : Montant total : 1 483 186€ HT + 13% TVA soit 1 676 000 € TTC

annexe 4

concours		public(s) ou privé (s)		
Organisation du concours d'architecture				
Etude de déconstruction (Audit des bâtiments (potentiel réutilisable), prescriptions techniques				
Chiffrage des coûts des opérations de dépollution et de déconstruction.				
Etude de dépollution des sols (dont prescriptions techniques)				
Chiffrage des coûts des opérations de dépollution				
TOTAL F.A 4.10	326 300	TOTAL	326 300	100%
		+ TVA (autofinancement)	42 419	13%
Plan de financement indicatif : action 4.11 : Montant total : 1 409 327€ HT + 13% TVA soit 1 592 540€ TTC (fusion des anciennes fiches actions 4.11, 4.12 et 4.14)				
Opération de déconstruction, dépollution des bâtiments et aménagement ou de réalisation d'un équipement sur les emprises libérées (y compris études techniques complémentaires nécessaires à la préparation des phases de travaux)		Etat CRSD (FEI)	949 539	67,38%
		Etat CRSD (FRED)	88 991	6,31%
		Polynésie française	88 991	6,31%
		autofinancement	281 806	20%
TOTAL F.A 4.11	1 409 327	TOTAL	1 409 327	100%
		+ TVA (autofinancement)	183 213	13%
Plan de financement indicatif : action 4.12 : Montant total : 0€ HT + 13% TVA soit 0 € TTC				
annulée fusionnée avec l'action 4.11		Etat CRSD (FEI)	0	0%
		autofinancement	0	0%
TOTAL F.A 4.12	0	TOTAL	0	0%
		+ TVA (autofinancement)	0	0%
Plan de financement indicatif : action 4.13 : Montant total : 14 832€ HT + 13% TVA soit 16 760 € TTC				
Etude d'aménagement d'un équipement sur l'emprise libérée		Etat CRSD (FRED)	5 933	40%
		Polynésie française	5 933	40%
		autofinancement	2 966	20%
TOTAL F.A 4.13	14 832	TOTAL	14 832	100%

Modification axe n°2, Projet 5 :

Modification du titre des actions 5.1 et 5.2, du contenu des phases actions, du montant total et des plans de financements.

<p>AXE N°2 Projet n° 5</p>	<p>L'AMÉNAGEMENT URBAIN D'UN CENTRE VILLE SUR LA PLAINE DE TAAONE, COMMUNE DE PIRAE</p> <p>MONTANT TOTAL 5 420 527 € TTC (4 796 926 € HT)</p> <p>Soit 646 840 931 FCFP TTC (572 425 537 FCFP HT)</p>
<p>Diagnostic - Constat</p>	
<p>Compte tenu de l'opportunité de la libération d'emprises militaires sur le littoral, la ville de Pirae souhaite redonner de l'accessibilité à cet espace. Une partie est en effet occupée par le Ministère de la Défense sur plusieurs sites. La libération de terrains militaires constitue une opportunité pour ce projet, notamment en matière de développement économique et de cohésion sociale. La définition d'une offre immobilière résidentielle et d'activités compatible avec le projet. La situation en littoral de ce potentiel foncier permet de créer un nouveau modèle d'habitat, un nouveau quartier, un centre-ville</p>	
<p>Descriptif du projet</p>	
<p>La volonté de la ville de Pirae est de créer une identité urbaine par l'aménagement d'un centre-ville sur la plaine de Taaone, permettant d'améliorer l'attractivité de son territoire et de répondre aux besoins des habitants en matière de qualité de vie et d'accès à la mer</p> <p>A ce stade de la réflexion, ce projet s'étend sur un périmètre intégrant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'intégralité de l'emprise de l'EMIA (Comsup), • la zone d'ATH (Aorai Tini Hau), • la zone du marché de Pirae et des parcelles attenantes • la zone du complexe sportif de Pirae (terrain de football et de volley ball) <p>Les grands principes s'articulent autour de la création progressive :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'activités économiques (bureaux, restaurants, commerces), • d'espaces de vie et de loisirs à proximité du littoral (de type espace public paysager), • de logements mixtes et aérés, • d'une desserte avec création d'une nouvelle trame viaire comprenant une voie structurante commerçante et des nouvelles voies secondaires, pouvant également intégrer le passage d'un TCSP et favorisant les modes doux • d'équipements publics multi usages intégrant une dimension environnementale <p>L'annonce de la libération des 1,5 ha de l'EMIA permet d'envisager la réalisation progressive de ce centre-ville en y intégrant l'emprise du site Aorai Tinihau, aujourd'hui propriété de la commune. Cela en tenant compte du projet d'aménagement dans sa globalité</p>	
<p>Objectifs poursuivis et résultats attendus</p>	
<ul style="list-style-type: none"> • Doter la commune de Pirae d'un centre-ville à partir de l'emprise militaire libérée • Créer une identité urbaine, Encourager la cohésion sociale à échelle de la commune en créant des espaces publics de qualité et ouverts à tous • L'amélioration de l'attractivité de la commune et la dynamisation de son tissu économique • L'amélioration du cadre de vie pour la population locale. • Création d'emplois : environ 400 	
<p>Maîtrise d'ouvrage/Porteur de projet</p>	
<ul style="list-style-type: none"> • Maître d'ouvrage : Commune de Pirae • Référents : • Jean CHICOU, conseiller en charge de l'aménagement, jeanchicou@icloud.com • Moea SIMON, chef du service cadre de vie, m.simon@pirae.pf 	

Plan de financement indicatif : action 5.2 : Montant total : 2 265 952 € HT + 13% TVA soit 2 560 526 € TTC				
Consultation des entreprises travaux et engagement es marchés publics :		Etat CRSD (FEI)	142 386	6,28%
-AO travaux de désamiantage et de dépollution		Etat CRSD (FRED)	212 076	9,36%
-AO travaux de déconstruction		Polynésie française	482 036	21,27%
Réalisation des Travaux :		autofinancement	1 429 454	63,09%
-Concrétisation des travaux de désamiantage et dépollution				
-Concrétisation des travaux de déconstruction				
TOTAL F.A 5.2	2 265 952	TOTAL	2 265 952	100%
		+TVA (autofinancement)	294 574	13%
Plan de financement indicatif : action 5.3 : Montant total : 889 912€ HT + 13% TVA soit 1 005 601 € TTC FINANCEMENT HORS CRSD				
-Elaboration du plan d'aménagement des VRD du centre-ville		Autre(s) partenaire (s) privés	889 912	100%
-Réalisation des travaux d'aménagement de VRD et d'accès				
TOTAL F.A 5.3	889 912	TOTAL	889 912	100%
		+TVA (autofinancement)	115 689	13%
Plan de financement indicatif : action 5.4 : Montant total : 1 334 867€ HT + 13% TVA soit 1 508 400 € TTC (modification du numéro d'action (anciennement 5.5) FINANCEMENT HORS CRSD				
Principaux postes de dépenses	Montant HT (€)	Ressources	Montant HT (€)	% HT
Création d'espaces publics et récréatifs. Travaux de désamiantage, si nécessaire Travaux de démolition des structures dégradées existantes (marché de Pirae ou autre) Travaux de terrassement, Travaux d'aménagement des espaces publics.		Autre(s) partenaire (s) privés	1 334 867	100%
TOTAL F.A 5.4	1 334 867	TOTAL	1 334 867	100%
		+TVA (autofinancement)	173 533	13%
		TOTAL F.A 5.1 a 5.4	4 796 926	100 %
		TOTAL TTC (incl.TVA)	5 420 527	
Evaluation (indicateurs)				
- Création d'emplois : environ 400				
- Respect des Délais				

Rédaction d'un cahier des charges par un AMO.		autofinancement	7416	100%
TOTAL F.A 8.1	7 416	TOTAL	7 416	100%
		+ TVA (autofinancement)	964	13%
Plan de financement indicatif : action 8.2 : Montant total : 51 336€ HT + 13% TVA soit 58 010 € TTC				
Réalisation d'une étude de conception		Etat CRSD (FRED)	10 267	20%
		Polynésie française	30 802	60%
		autofinancement	10 267	20%
TOTAL F.A 8.2	51 336	TOTAL	51 336	100%
		+ TVA (autofinancement)	6 674	13%
Plan de financement indicatif : action 8.3 : Montant total : 602 057€ HT + 13% TVA soit 680 324€ TTC				
La réalisation de travaux de dépollution et de déconstruction du bâti		Etat CRSD (FRED)	319 090	53%
La réalisation d'une partie des travaux d'aménagement de VRD (Voirie et Réseaux Divers), d'accès et d'embellissement		Polynésie française	162 555	27%
		autofinancement	120 412	20%
TOTAL F.A 8.3	602 057	TOTAL	602 057	100%
		+ TVA (autofinancement)	78 267	13%
Plan de financement indicatif : action 8.4 : Montant total : 1 198 340€ HT + 13% TVA soit 1 354 124€ TTC				
Réalisation des travaux de construction et maîtrise d'œuvre de réalisation du projet.		Etat CRSD (FRED)	506 479	42,26%
La réalisation d'une partie des travaux d'aménagement de VRD (Voirie et Réseaux Divers), d'accès et d'embellissement		Etat CRSD (FEI)	5 933	0,5 %
		Polynésie française	274 404	22,90%
		autofinancement	411 524	34,34%
TOTAL F.A 8.4	1 198 340	TOTAL	1 198 340	100%
		+ TVA (autofinancement)	155 784	13%
		TOTAL FA 8.1 a 8.4	1 859 149	100%
		TOTAL TTC (incl. TVA)	2 100 838	
Evaluation (indicateurs)				
- Création d'emplois : environ 40				
- Respect des délais				
- Respect du plan de charges de gestion environnementale du site				

N°	Commune	Intitulé du projet	Montant du projet (avant avenant)	Montant Total Engagé				Montant total Liquidé				Programmation	Action	Etat d'avancement
				Part Etat (FCFP)	Part Etat (€)	Part PF (FCFP)	Part PF (€)	Part Etat (FCFP)	Part Etat (€)	Part PF (FCFP)	Part PF (€)			
TOTAL				198 599 913	1 664 267	86 507 487	724 933	37 703 158	315 952	7 161 000	60 009			
1	ARUE	Réalisation d'une ZAE sur la commune de ARUE (action unique)	2 011 200 € HT Soit 212 400 000 F HT 240 000 000 F TTC	92 035 441	771 257	77 876 134	652 602	2 700 400	22 629	3 485 400	29 208	2 016	1.1 Etudes de maîtrise d'œuvre et assistance à maîtrise d'ouvrage	Site Cédé Etat d'avancement : - phases études réalisées - SEM créée le 27 novembre 2018
												2019	1.2 Dépollution, déconstruction et aménagement	- phase de travaux de dépollution, déplombage, désamiantage, aménagement des VRD programmée en 2019 - totalité des enveloppes du contrat engagée pour la commune de Arue
2	FAAA	Marché de proximité sur la cité BOPP DUPONT (4 actions)	1 635 880 € HT Soit 195 200 000 F HT 220 600 000 F TTC	1 225 200	10 267	3 675 600	30 802	1 225 200	10 267	3 675 600	30 802	2016	8.2 Conception architecturale du marché municipal	Site Cédé Etat d'avancement : - Projet initial : réalisation d'un marché de proximité qui a fait l'objet d'une étude de conception (action 8.2 : une partie de l'action est soldée). - Changement d'orientation de l'équipe municipale vers un projet de serre avec une surface de vente en lieu et place du marché de proximité (intention à confirmer et formaliser sur la base d'une demande étayée) - La commune a sollicité une modification de la fiche action pour garantir le maintien d'un engagement optimal du contrat sur les travaux de dépollution, de déconstruction et de premiers aménagements (vrd, vrp, réseaux ...)
3	MAHINA	Aménagement d'une zone d'activités à vocation mixte sur la commune de MAHINA (4 actions)	4 172 690 €HT Soit 497 934 000 F HT 562 665 871 F TTC	24 778 758	207 646	0	0	2 246 400	18 825	0	0	2016	2.1 Assistance de maîtrise d'œuvre	Site Cédé Etat d'avancement : - marché d'assistance à maitrise d'oeuvre (Action 2.1) confié à EGIS ; suite à la qualification des besoins et la définition des orientation d'aménagement, une zone à vocation mixte a été proposée. - finalisation du programme et du schéma d'aménagement en cours - évaluation des coûts d'aménagement quasi achevée - prochaines étapes à enclencher : orientation juridique de la gestion du site et sélection des activités et exploitations gérées sur site

6	TAIARAPU EST	Aménagement d'une zone d'activités à vocation mixte sur l'ex-emprise du fort de Taravao (5 actions)	1 164 301 €HT 138 900 000 F HT 157 000 000 F TTC	10 560 000	88 493	0	0	6 851 200	57 413	0	0	2016	3.1 Recensement des besoins	Site Cédé Etat d'avancement : - action 3.1 (Fort de Taravo) achevée - action 3.2 Achevée (suite à donner en cours de validation par le conseil municipal) - action 6.1 (Base ionosphérique) achevée ; changement d'orientation envisagé en raison du faible tirant d'eau et présence zone marécageuse peu compatible avec des activités nautiques <
---	-----------------	---	--	------------	--------	---	---	-----------	--------	---	---	------	-----------------------------	--